

pourquoi l'agriculture est devenue l'un des grands enjeux des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, entreprises en septembre 1986 sous les auspices de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Bien que les questions macro-économiques aient toujours dominé l'ordre du jour des sommets, d'autres dossiers mondiaux y ont acquis une place de plus en plus importante au fil des ans. Les déclarations faites aux sommets sur des problèmes comme le terrorisme, le trafic des stupéfiants et la violation des droits de la personne, attirent l'attention de la communauté internationale et conduisent souvent à des mesures concrètes.

Ainsi, au Sommet d'Ottawa en 1981, l'attention particulière portée aux relations entre pays développés et pays en développement a contribué à préparer le Sommet Nord-Sud de Cancun, au Mexique. Par ailleurs, la prise de conscience croissante des problèmes environnementaux déclenchée depuis le Sommet de Toronto en 1988 a fait du jumelage du développement économique et de la protection de l'environnement une priorité internationale.

Les derniers sommets se sont penchés sur la reconstruction de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est. En 1989, les leaders ont demandé à la Commission des Communautés européennes de faire le nécessaire pour coordonner l'aide aux réformes en Pologne et en Hongrie. Depuis, une assistance des 24 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques a été offerte à tous les pays de la région.

En 1989, le Président Gorbatchev a écrit aux dirigeants du Sommet pour leur faire part de son objectif d'intégrer l'Union soviétique au système économique international. Au Sommet de Houston en 1990, les dirigeants ont demandé au FMI, à la BIRD, à l'OCDE et à la BERD de procéder à une étude conjointe de l'économie soviétique et de recommander des mesures de réforme.

L'année suivante, immédiatement après le Sommet de Londres, les dirigeants ont rencontré le Président Gorbatchev pour discuter de ses plans de réforme. Cette année, après le Sommet, ils rencontreront le Président Eltsine, afin de passer en revue l'évolution de la situation en Russie.

## LE RÔLE DU CANADA AU SOMMET ÉCONOMIQUE

Le Canada s'est joint aux pays du Sommet en 1976, époque d'instabilité et de changement. Le choc pétrolier, l'instabilité des marchés financiers et l'incertitude économique mettaient en relief la nécessité d'un meilleur dialogue et de politiques plus cohérentes entre les grandes démocraties industrialisées.

Le Canada était alors — et est toujours — la septième économie industrialisée en importance. Comme, à l'époque, les approvisionnements d'énergie et de matières premières étaient incertains, les abondantes ressources naturelles du Canada revêtaient une grande importance pour les pays occidentaux. Sans passé colonialiste et participant actif au sein de plusieurs organisations internationales importantes, le Canada pouvait jouer le rôle opportun d'intermédiaire entre les grandes puissances industrielles et les pays moins développés.

Le Canada estime que depuis le milieu des années 70, sa participation aux sommets est devenue de plus en plus nécessaire. La mondialisation des finances, du commerce et de l'information durant les années 80 et 90, combinée aux interventions qu'appelle l'effondrement du bloc soviétique, a fait ressortir la nécessité d'une coordination et d'une coopération orchestrées à l'échelle internationale par les grands pays industrialisés.

La prospérité et la sécurité du Canada sont directement liées à sa capacité d'influencer les affaires internationales, et son rôle aux sommets économiques restera déterminant. L'engagement du Canada en faveur de l'instauration d'un système international fondé sur le droit ajoute d'ailleurs à la crédibilité de sa participation.

La plus grande utilité des sommets économiques tient probablement au fait qu'ils servent à définir le cadre de la politique économique du Groupe des Sept. En montrant aux quelque 180 pays de la communauté internationale que les dirigeants des sept grandes économies industrialisées peuvent s'entendre sur une approche concertée de promotion de la croissance économique, les sommets donnent confiance aux milieux d'affaires, aux gouvernements et aux consommateurs partout dans le monde.